



Madame la Rectrice, Monsieur le Secrétaire Général,

Nous siégeons à une CAPA encore particulièrement attendue par la profession.

Comparativement aux premières promotions, un léger recul nous permet de mieux percevoir les réalités de ce changement de grade à travers ses avancées mais aussi ses limites.

Contrairement à d'autres organisations syndicales, Le SNEP au sein de la FSU a toujours soutenu la globalité du PPCR mais pas l'accès restrictif à la classe exceptionnelle. En effet, nous n'étions pas demandeurs de la création d'un nouveau grade, car qui dit grade contingenté à 10 % du corps, dit inévitablement exclusion de certaines et de certains.

La création de cette classe exceptionnelle constitue néanmoins une revalorisation non négligeable des fins de carrières et en même temps une ouverture vers de nouvelles grilles indiciaires. Pour autant, il est nécessaire d'élargir son accès au plus grand nombre et d'être attentif à ne pas en bloquer l'accès en y promouvant des enseignants trop jeunes.

En effet, le barème déséquilibré mis en place par l'administration ministérielle entre les possibilités d'accès à 80 % pour le 1<sup>er</sup> vivier et 20 % pour le second, se traduit désormais par un étranglement des promotions. Ainsi, le nombre de promouvables au titre du 1<sup>er</sup> vivier est inférieur au nombre de promotions possibles pour le 1<sup>er</sup> septembre 2019, puisque cette année il y a 18 promouvables et 19 possibilités de promotion.

Nous demandons la ventilation dans le second vivier de la promotion non pourvue du 1<sup>er</sup> vivier. Cette action permettrai la promotion d'une collègue née en 1957.

Nous sommes également surpris du nombre de collègues éligibles annoncés. 188 collègues au titre du Vivier 1, seulement 50 candidatures déposées et au final 18 candidatures validées. Pourrions-nous disposer de cette liste de 188 collègues pour les inciter à candidater et ainsi s'assurer de la totale utilisation des promotions possibles ?

Le SNEP-FSU réclame des possibilités d'accès plus équilibrées que la proportion actuelle de 80% - 20%, ce qui permettrait à un plus grand nombre de collègues d'y accéder ne serait-ce que lors de leur dernière année d'enseignement pour la prise en compte du calcul de leur pension.

Enfin, nous déplorons les dispositions choisies par le ministère pour la gestion des CAPA classe exceptionnelle qui nie la représentativité et l'impartialité des commissaires paritaires. En effet, ne peuvent siéger que les collègues Hors classe non-inscrits au tableau d'avancement alors que cette disposition n'existe pas lors des autres CAPA.